

Abo

Retour de l'impérialisme

«Être riche et faible n’est pas un bon point de départ dans ce nouvel ordre mondial»

La Suisse doit-elle repenser sa neutralité face au retour des logiques impérialistes dans le monde? Les avis des experts et des responsables politiques divergent.



Annalena Müller

Publié: 15.01.2026, 17h10

52

En bref:

- Les déclarations de Donald Trump sur le Groenland alarment les responsables politiques suisses.
- Le retour des logiques impérialistes met à mal l’ancien ordre mondial, fondé sur le droit international.
- Dans ce contexte, certains experts estiment que la neutralité suisse ne suffit plus à garantir la sécurité du pays.

«Nous avons besoin du [Groenland](#)», a déclaré Donald Trump trois jours seulement après la capture du dirigeant vénézuélien [Nicolás Maduro](#) par les États-Unis. Dans une interview accordée au « [New York Times](#) », le président américain a indiqué que le droit international ne l’intéressait pas, qu’il voulait s’emparer du Groenland et que seule sa propre moralité pouvait lui imposer des limites.

Les responsables chargés des politiques de sécurité et les experts sont unanimes: les développements récents ont également des répercussions pour la Suisse. «Nous sommes à nouveau à une époque d’impérialisme brutal», affirme Jon Pult, conseiller national socialiste grison. La situation sécuritaire actuelle de la Suisse est «très préoccupante», avertit Andrea Gmür, conseillère aux États lucernoise du Centre. Tous deux plaident pour une plus grande coopération européenne et davantage d’investissements dans les capacités de défense de la Suisse.

La Suisse doit renforcer sa capacité de défense

Dix jours après sa démission, l’ancien chef de l’armée suisse Thomas Süssli s’est également exprimé dans un [blog](#) : «Être à la fois riche et faible n’est pas un bon point de départ dans ce nouvel ordre mondial. Dans un monde où les règles qui s’appliquaient jusqu’ici ne valent plus, la Suisse doit renforcer sa capacité de défense.» Pour y parvenir, il estime que le pays doit mettre en œuvre de manière cohérente la [stratégie en matière de sécurité](#)

du Conseil fédéral. «Le temps presse», ajoute-t-il.

Les événements au Venezuela et les tensions autour du Groenland, territoire danois membre de l’OTAN, renforcent les exigences des responsables de la sécurité et de la politique étrangère. Lors d’une réunion de l’association des éditeurs alémaniques Schweizer Medien, le conseiller fédéral Martin Pfister a critiqué l’action des États-Unis avec une virulence inhabituelle: «L’opération militaire commando menée par les États-Unis au Venezuela montre que l’ordre juridique international est en train de s’effondrer, ce dont la Suisse se sent particulièrement responsable.»

En parallèle, des parlementaires fédéraux ont fondé un groupe d’amitié Suisse–Groenland et prévoient un voyage sur l’île, comme l’ont déclaré Fabian Molina (PS/ZH) et Elisabeth Schneider-Schneiter (Le Centre/BS) à la « [NZZ am Sonntag](#) ». Ces initiatives ne peuvent toutefois pas masquer le fait que la Suisse est jusqu’à présent largement démunie face au nouvel ordre impérialiste qui se dessine dans le monde.

La Suisse, un «spectateur sans influence»

Le politologue allemand Herfried Münkler étudie l’impérialisme et son retour depuis de nombreuses années. «La prospérité de la Suisse repose sur un commerce extérieur fondé sur des règles», explique-t-il. Selon lui, dans un monde dominé par de grandes puissances impériales, le petit État neutre qu’est la Suisse se retrouve réduit à un rôle de spectateur sans influence, exposé aux pressions économiques, militaires ou hybrides.

Herfried Münkler voit deux options pour la Suisse. «Elle peut se lier plus étroitement à un partenaire influent, en l’occurrence l’Union européenne. Ou elle pourrait essayer d’assurer sa sécurité économique et politique au moyen d’accords conclus avec divers partenaires.» Cette seconde voie serait nettement plus risquée, prévient-il, car elle présuppose un système politique flexible et réactif. «Et la Suisse n’est pas vraiment réputée pour cela», ajoute-t-il.

Ulrike Franke, spécialiste des questions de sécurité au Conseil européen pour les relations internationales de Paris, partage cette analyse. Elle connaît bien la Suisse pour avoir étudié à Saint-Gall. Selon elle, le pays est déjà la cible de [cyberattaques hybrides](#). Les campagnes de désinformation représentent un «problème majeur» pour la démocratie directe, souligne-t-elle. La Suisse doit investir beaucoup plus dans sa sécurité. Mais seule, elle n’aurait aucune chance, même en cas de réarmement massif.

À une époque marquée par des affrontements hybrides, une défense efficace n’est possible qu’en coopérant avec les voisins européens. «La Suisse ne peut pas se cacher des dangers. Ni son statut de petit État ni sa neutralité ne la protégeront», ajoute-t-elle.

Remise en question de la neutralité suisse

Herfried Münkler estime lui aussi que la neutralité offre peu d’avantages dans le nouvel ordre mondial. Selon lui, l’idée que la neutralité garantirait la sécurité relève d’un «dogme national» difficilement compatible avec les réalités politiques actuelles. Les bons offices ont certes joué un certain rôle durant la guerre froide. Mais dans un monde impérialiste dominé par les États-Unis, la Russie et la Chine, les médiateurs ont peu de place. «Dans ce nouvel ordre mondial, ils ont plutôt tendance à déranger», affirme-t-il.

Le conseiller national UDC lucernois Franz Grüter n’est pas de cet avis. Il voit au contraire dans la situation actuelle une «heure décisive pour la neutralité». Selon lui, celle-ci ne se limite pas à la tradition des bons offices. Dans un monde marqué par le retour des logiques impérialistes, elle offrirait à la Suisse la meilleure protection, notamment parce que le pays ne deviendrait pas une cible pour les grandes puissances rivales. Si un conflit interne à l’OTAN devait éclater au sujet du Groenland, la Suisse ne serait pas impliquée grâce à sa neutralité.

Herfried Grüter reconnaît toutefois que la neutralité a un prix. «La Pologne investit actuellement environ 5% de son PIB dans la défense», explique-t-il. Selon lui, la Suisse doit admettre que ses investissements dans ce domaine sont insuffisants. À ses yeux, la meilleure option pour le pays serait d’augmenter le [budget de la défense](#) et de développer une coopération limitée avec ses voisins européens pour l’acquisition de matériel d’armement – «comme c’est le cas actuellement», ajoute-t-il.

Sacha Zala, directeur du centre de recherche Dodiš et spécialiste de l’histoire de la neutralité suisse, se montre sceptique. Il relève d’importantes différences entre la neutralité du XIX^e siècle et celle d’aujourd’hui. «À l’époque, la neutralité constituait un instrument efficace pour mettre à profit les rivalités entre nos voisins impériaux et ainsi préserver l’indépendance du pays.»

Il est vrai que le comportement de Vladimir Poutine et de Donald Trump rappelle cette époque. Mais le monde actuel, fortement globalisé, diffère fondamentalement de celui de 1823, année de la doctrine Monroe, ou de 1815, lorsque les puissances européennes ont consacré la neutralité suisse au Congrès de Vienne. Il faut tenir compte de ces différences, souligne Sacha Zala, car «une conception trop émotionnelle de la neutralité fait obstacle à une approche politique pragmatique».

Collaboration: Fabian Fellmann

Traduit de l’allemand par Laura Antonietti.